

Jean-Baptiste COMBY, dir., *Enquêter sur
l'internationalisation des biens médiatiques et culturels*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Res Publica, 2017,
186 pages

Hélène Papadoudi-Ros



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21496>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.21496](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.21496)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 319-321

ISBN : 9782814305632

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Hélène Papadoudi-Ros, « Jean-Baptiste COMBY, dir., *Enquêter sur l'internationalisation des biens médiatiques et culturels* », *Questions de communication* [En ligne], 36 | 2019, mis en ligne le 31 décembre 2019, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21496> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.21496>

Tous droits réservés

Jean-Baptiste Comby, dir., *Enquête sur l'internationalisation des biens médiatiques et culturels*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Res Publica, 2017, 186 pages

Alors que les travaux consacrés à l'internationalisation des systèmes de communication ont coutume de ne s'intéresser qu'aux stratégies des acteurs étatiques et industriels, cet ouvrage collectif se distingue par le point de vue adopté et éclaire « la subjectivité » des producteurs (professionnels), et des usagers des biens médiatiques et culturels et de leurs pratiques, caractérisées par leurs fins techno-symboliques. En effet, les recherches menées dévoilent les stratégies mises en œuvre pour engendrer de la plus-value et favoriser l'accumulation de capitaux médiatiques et culturels. Les contributions de cet ouvrage, loin de tout relativisme esthétisant, s'inspirent du « matérialisme culturel » d'Armand Mattelart (qui concilie les études sur le pouvoir dominant, les apports de l'économie politique critique, ceux de l'école de Francfort et les *cultural studies*). Le projet de l'ouvrage, défini par Jean-Baptiste Comby dans son introduction (p. 11-29), consiste à « saisir le social dans le processus d'internationalisation médiatique ». En s'appuyant sur le courant de « sociologisation » (p. 19) de l'espace mondialisé, les auteurs privilégient la démarche ethnographique et s'attachent à décrire avec précision le processus de circulation des biens culturels, qui sont « historiquement situés, socialement bordés et gouvernés par les rapports de force sur une période donnée » (p. 19). Pour mettre en lumière le caractère « processuel et dialectique » (p. 13) – jamais totalement national, ni vraiment supranational – des échanges symboliques internationaux, la recherche doit se placer « au plus près des agents pour rendre compte de leurs investissements inégalement stratégiques mais toujours organisés en fonction d'un système de relations » (p. 13).

Les contributeurs ont donné à leurs travaux une orientation « socio-biographique » et « relationnelle » (p. 25), et ont tenté de montrer comment se construisent les « champs du pouvoir supranationaux » (p. 25), d'éclairer les dynamiques structurelles, les rapports de domination qui orientent les processus d'internationalisation de biens symboliques, ainsi que les jeux d'intérêts qui s'entrecroisent sur la scène internationale ; et cela sans recourir à des conceptualisations, comme ceux de (dé)régulation ou de gouvernance, parce qu'ils ont pour objet de servir de drapeaux aux luttes qui sont en jeu tout en les occultant. Sans délaissier toute ambition théorique, l'accent est mis ici sur la méthodologie, et les auteurs utilisent les variables sociodémographiques, sociohistoriques et sociopolitiques, s'assurant que la « variable culturelle »

ne fasse pas « écran à la variable sociale » (p. 17), pour réhabiliter la problématique des « classes sociales dans la mondialisation » des biens culturels (p. 18). L'ouvrage (six chapitres distribués en trois parties) présente des études de cas qui articulent trois niveaux d'analyse : micro- (pratiques des intermédiaires, des passeurs), méso- (champs de production et de réception des biens échangés sur le marché global), et macro- (structuration internationale des échanges). Le questionnement méthodologique qui a été mené s'est aussi penché sur la question du « comparatisme a-historique », défini comme une « sorte de mises en plat et en variables de configurations nationales sans histoire » (p. 27). En effet, les chercheurs soulignent l'impossibilité de rendre compte d'un point de vue sociologique, des phénomènes médiatiques internationaux, de les étayer empiriquement car « tout pousse à les penser à partir d'interprétations "hors sol" ou "en surplomb" » (p. 29). Ainsi interrogent-ils « les conditions de recherche et les manières d'enquêter sur les logiques médiatiques internationales » (p. 27) (y compris en ce qui concerne les ressources linguistiques et budgétaires), sans avoir à sacrifier la « cohérence épistémologique » (p. 28).

La première partie de l'ouvrage (pp. 33-73) met en lumière les obstacles qui s'opposent à la circulation internationale des contenus. Angèle Christin (pp. 33-50) adopte une approche ethnographique pour comparer les contextes de la presse en ligne en France et aux États-Unis, et analyser les partenariats éditoriaux entre deux sites d'information sur l'Internet. À l'ère du numérique, les frontières nationales continuent à garder leur pertinence ; ainsi, constate-t-on que le développement des échanges internationaux contribue à assurer le capital cosmopolite des Français et que les difficultés de traduction rendent inéquitable le partenariat entre les deux pays. En effet, « la langue, loin d'être un support neutre, incarne un ensemble complexe de significations et d'attentes élaborées au fil du temps dans les milieux journalistiques nationaux » (p. 50), c'est pourquoi les textes sans contexte « perdent une partie importante de leur sens lorsqu'ils sont extraits de leur champ national de production » (p. 50). Ainsi, dans certains cas, les espaces nationaux conservent-ils l'essentiel de leur influence, dans la construction, la diffusion et la réception de biens symboliques (p. 50), malgré les fortes pressions technologiques et économiques qui poussent à l'internationalisation. La contribution d'Olivier Baisnée et Sandra Vera-Zambrano (pp. 51-73) analyse les conditions de la production scientifique qui s'intéresse aux médias, et plus particulièrement « les coulisses » (p. 51) d'une enquête internationale comparative portant sur la responsabilité des médias. L'enquête comparative est utilisée ici comme objet d'étude et

non comme source de résultats ; il s'agit d'explicitier les enjeux et les rapports de force entre chercheurs, dont les statuts, les disciplines et les ancrages théoriques différent, et ainsi d'interroger non seulement ses propres pratiques et la pertinence de ses propres références théoriques, mais aussi le modèle de la profession, comme s'il existait un modèle universel éthique et déontologique, ou comme si le détours par l'histoire n'était pas un prérequis nécessaire. Ainsi apparaissent les logiques, les rapports de force, les contraintes, mais aussi le plaisir intellectuel dans le travail collectif.

La circulation des biens culturels fait l'objet de la deuxième partie. La première contribution (Myrtille Picaud, pp. 77-102) de cette partie prend comme espace culturel d'analyse celui de la musique : « quel artiste circule et dans quelles salles » (p. 82), et par quels « enjeux de lutte et de domination à la fois économiques, politiques et culturels » est travaillé cet espace (p. 82). L'enquête met l'accent sur la dimension relationnelle de cet espace social, qui est structuré par « les luttes entre agents » : elle s'appuie sur la théorie des champs de Pierre Bourdieu (p. 80), afin « d'objectiver » les circulations de musique dans les salles parisiennes (p. 82). On constate qu'une programmation internationale n'est pas porteuse d'une signification unique, et qu'au contraire, elle véhicule une signification qui varie en fonction des lieux où elle se déroule, des genres qu'elle concerne et de l'origine géographique des artistes qui se produisent (p. 100). Les phénomènes d'internationalisation posent également la question de la reconfiguration qui s'opère dans les relations de « race », de « classe » et de « genre » à l'œuvre au sein de l'espace musical international et de l'espace musical parisien.

La contribution de Romain Lecler (pp. 103-123) traite de l'univers de la « diplomatie audiovisuelle » (p. 103), et présente la trajectoire professionnelle, les activités et le quotidien de chargés « du rayonnement culturel de la France » (p. 105), une fonction définie comme « la propagande menée et orchestrée par les diplomates », et comme une modalité « de soft power des états » (p. 105). Les travaux d'inspiration sociologique, encore peu nombreux, s'intéressent à tous ceux qui œuvrent quotidiennement à la diplomatie dans les ambassades. La « sociologie d'administration » au quotidien a montré, grâce aux méthodes ethnologiques, combien les politiques gagnent à être analysées en prenant pour objet non seulement les dirigeants et les hauts fonctionnaires, mais aussi les « petits fonctionnaires des guichets et des bureaux des administrations » (p. 107). « La diplomatie audiovisuelle » française combine plusieurs enjeux et a pour objectifs d'« informer, représenter, négocier mais aussi vendre en aidant les entreprises exportatrices » (p. 120).

La dernière partie propose une réflexion sur les groupes sociaux et la façon dont ils se mobilisent et s'approprient, de manière inégale, les produits symboliques. Benjamin Ferron (pp. 127-150) commence cette partie en faisant état des données d'une enquête menée dans un réseau d'organisations militantes palestiniennes et israéliennes, et qui réunit des entretiens, des observations participantes, des carnets ethnographiques et une analyse quantitative et qualitative de titres de presse alternative. L'objectif consistait à comprendre et à comparer les conditions et les logiques d'internationalisation du travail de communication médiatique dans les deux populations. Ces travaux conduisent l'auteur à proposer de contester scientifiquement certains termes génériques répandus, comme « alternatif » et « médiactiviste », car il juge que ces termes masquent les profondes différences entre les peuples et les inégalités en ce qui concerne, d'une part l'accès aux pratiques désignées par ces termes, d'autre part « la possibilité de s'y consacrer durablement en fonction de la position sociale et de l'appartenance nationale des agents » (p. 150). Les travaux de la sociologie appliquée aux relations internationales et à la mondialisation ont démontré que « la culture internationale n'est pas une création spontanée » (Guillaume Devin, *Sociologie des relations internationales*, Paris, Éd. La Découverte, 2002 ; Maurice Aymard, coord., « Sociologie de la mondialisation », *Actes de la recherche en actes sociales*, 151-152, 2004 ; Anne-Catherine Wagner, *Les Classes sociales de la mondialisation*, Paris, Éd. La Découverte, 2007 ; Romain Lecler, *Sociologie de la mondialisation*, Paris, Éd. La Découverte, 2013). Tout le monde ne bénéficie pas d'une chance égale quand il s'agit de « jouer à l'international », il faut se battre pour sortir du domaine national et pour « entrer et rester dans ces terrains sans frontières », car « le marché de l'expertise internationale est élitiste et protégé par des barrières aussi discrètes qu'efficaces, les conditions d'entrée reposent sur des critères de nature diverse... » (p. 20). Ainsi les enjeux de l'internationalisation restent-ils indissociables de la reproduction, dans les espaces nationaux, des hiérarchies sociales qui, elles-mêmes se construisent en référence à des espaces qui dépassent le cadre de l'état-nation.

Pour sa part, Philippe Coulangeon (pp. 151-165) s'intéresse à la manière dont des objets ou des contenus de la culture de masse (musique, jeux vidéo, cinéma, télévision et bande dessinée) viennent s'inscrire dans les « pratiques distinctives des classes supérieures et en particulier parmi les mieux dotées de capital culturel » (p. 152). En effet, par un « mixte de répertoires savants et populaires, décrit par la métaphore de l'omnivore » (p. 153), ces pratiques distinctives réussissent-elles à définir le nouvel éclectisme culturel des élites contemporaines.

L'idée défendue ici est que la globalisation des marchés de biens et de services audiovisuels et numériques s'accompagne d'une « ouverture de nouveaux espaces de différenciation et d'affrontements symboliques » (p. 151), et « d'une redéfinition des ressources qui entrent en jeu dans la formation des différences entre classes sociales » (p. 151). L'inclination « au métissage culturel » (p. 152) peut être comprise comme l'expression d'une disposition plus générale, marquée par une ouverture particulière à la diversité qui tend à s'imposer comme une référence normative, mais, d'une part ce métissage culturel n'est pas pour autant « une dévaluation radicale des formes traditionnelles de la haute culture », d'autre part cette « hybridation des répertoires » des classes sociales culturellement favorisées est voulue (p. 152). L'orientation cosmopolite des goûts et des pratiques culturelles apparaît de plus en plus comme une « forme émergente du capital culturel » (p. 154), sans que « l'altérité culturelle constitue en soi un capital » (p. 155), car « toutes les formes de diversité culturelle ne se valent pas » (p. 154). L'étude statistique, menée par l'auteur, révèle que « le brouillage des frontières entre répertoires, la valorisation de la diversité et l'extension du domaine de la culture de masse ne sont pas, loin s'en faut, incompatibles avec le maintien, voire le renforcement des inégalités culturelles » (p. 165). En effet, toute ressource culturelle ne se mue en capital « qu'à la condition d'être légitimée, convertible et potentiellement source de domination » (p. 155), « légitimée » pris dans le sens de : valorisée par des groupes ou des institutions qui ont le pouvoir d'imposer la respectabilité d'une ressource culturelle, ce qui est le cas du cadre de cette enquête, où s'exprime un attachement idéologique au dépassement des frontières.

La conclusion de l'ouvrage (p. 167-185) s'appuie sur un entretien mené par Jean-Baptiste Comby en 2015 avec Yves Dezalay, qui met en perspective l'expérience pratique de ce dernier en ce qui concerne les enquêtes au niveau international, sa méthode et ses choix théoriques. En effet, il invite à travailler autour de l'hypothèse suivante : « Le champ international est un espace de redéfinition possible des rapports de pouvoir au sein des classes dominantes » (p. 167). Plaider, comme le fait cet ouvrage, pour la « despécialisation », pour un « désenclavement de l'objet "médias" », et le considérer comme un « espace social redevable d'études de sociologie non pas "de la communication" ou "des médias", mais de sociologie "générale" » (p. 167). Enfin, mener une recherche dans le champ international oblige aussi à adopter une « approche stratégique » (p. 178) et à ne pas obéir à la logique d'échantillons objectifs ou représentatifs, ou à des études quantitatives qui ne sont pas pertinentes, car le travail doit avoir pour ambition

d'aboutir prioritairement à un « ensemble cohérent de biographies relationnelles » (p. 181).

Hélène Papadoudi-Ros

Lisec, université de Lorraine

helene.papadoudi[at]univ-lorraine.fr

Yuri Cerqueira dos Anjos, *Marcel Proust et la presse de la Belle Époque*

Paris, H. Champion, coll. Recherches proustiennes, 2018, 343 pages

Analyser les écrits de Marcel Proust dans les journaux et revues de son temps relève d'une démarche d'autant plus pertinente que nombre de ses articles publiés dans la presse sont les premières versions ou ébauches de textes intégrés par la suite dans son œuvre littéraire. Publié en 1896, son premier livre, *Les Plaisirs et Les Jours* (Paris, Calmann-Lévy, 1896), recueille la plupart de ses nouvelles et descriptions déjà publiées en revue. Commencé en 1908 et publié à titre posthume en 1954, son essai *Contre Sainte-Beuve* est partiellement issu de conversations avec sa mère, de notes personnelles, et de projets d'articles. En outre, la critique universitaire a mis en évidence l'importance de la presse dans *À la recherche du temps perdu* (ci-après *La Recherche*). Ainsi, en 2007, Jean Milly (« L'article dans *Le Figaro* », *Fabula*, section *Les colloques*, *À la recherche d'Albertine disparue*, en ligne) a-t-il analysé le célèbre passage d'*Albertine disparue* dans lequel le narrateur découvre son article publié dans *Le Figaro*. En 2008, dans un article d'*Études françaises*, Guillaume Pinson (« L'imaginaire médiatique dans *À la recherche du temps perdu* : de l'inscription du journal à l'œuvre d'art », *Études françaises*, vol. 43, 3, p. 11-26) a montré que le journal est un important intercesseur entre les personnages, support d'informations, de commentaires, et vecteur de relations sociales.

L'originalité de l'ouvrage est d'analyser la production de Proust dans la presse de façon autonome. L'auteur étudie l'image que Proust y projette de lui-même – son *ethos* – et la poétique qu'il y déploie. Ce dernier aura publié dans la presse – jusqu'à la fin de sa vie – une centaine d'articles dans plus d'une vingtaine de publications. Sans jamais être rémunéré pour un article, il écrivait afin de se faire connaître et de se former comme écrivain. Ainsi, en 1893, explique-t-il dans une lettre à Robert de Montesquiou (p. 215), qu'il veut écrire des articles de journaux et revues pour apprendre à simplifier son style.

Si dès sa scolarité au lycée Condorcet, Proust contribue à de petites revues lycéennes (*Le Lundi*, *La Revue verte*, *La Revue lilas*), c'est dans la vingtaine que commence véritablement sa production dans la presse, dans